

Les aiguilleurs du ciel sont dans le collimateur du gouvernement espagnol

LE MONDE | 19.01.10 | 14h49 • Mis à jour le 19.01.10 | 14h49

Madrid Correspondant

Il faut s'attendre à des turbulences entre le gouvernement et les contrôleurs aériens espagnols. Alors que des négociations sont ouvertes en vue du renouvellement de la convention collective, la corporation est dans le collimateur de son ministre de tutelle. *"J'ai la ferme intention d'en finir avec les privilèges et avec le coût d'heures supplémentaires qui se paient à prix d'or"*, a déclaré José Blanco, le ministre de l'équipement, le 12 janvier, en présentant son projet de réforme du système aéroportuaire espagnol devant la commission parlementaire des transports.

Avec 60 fils de dépêches thématiques, suivez l'information en continu

Abonnez-vous au Monde.fr : 6€ par mois + 30 jours offerts

Sur le même sujet

Edition abonnés [Fiche pays : Espagne](#)

En Espagne, les 2 400 contrôleurs gagnent en moyenne 334 000 euros par an, selon les chiffres dévoilés par le ministre lors de son audition au Congrès des députés. Le revenu de 750 d'entre eux

dépasse 360 000 euros, et pour une centaine se situe au-delà de 600 000 euros. M. Blanco a cité le cas d'un contrôleur ayant touché 900 000 euros en 2008, dont 700 000 par le biais d'heures supplémentaires.

Le temps de travail conventionnel étant de moins de 28 semaines, comment arrive-t-on à de telles sommes ? En enfreignant la loi, répond l'USCA, le syndicat des contrôleurs : une source syndicale, citée par *El Pais*, dimanche 17 janvier, fait état d'un contrôleur ayant effectué 45 journées pour le seul mois de mai 2007, soit au moins quinze doubles services, au mépris de la sécurité.

Bien mieux rémunérés que leurs collègues européens, les contrôleurs du ciel espagnols seraient parmi les moins efficaces : leur productivité a baissé de 11 % depuis dix ans, tandis qu'elle a augmenté de 6 % en moyenne dans l'Union européenne. *"L'Espagne est le point noir de l'Europe en matière de compétitivité pour la navigation et le contrôle aérien : nous ne pouvons tolérer cette situation, qui est de surcroît insupportable pour l'économie du pays"*, a précisé Concha Gutiérrez, la secrétaire d'Etat aux transports, en annonçant *"des réformes structurelles immédiates"*.

Le coût du service de navigation contribuerait à plomber la rentabilité du système aéroportuaire. Actuellement, seuls 9 aéroports sur 48 sont à l'équilibre. Le plus important, Madrid-Barajas, accuse un déficit de 300 millions d'euros. La dette cumulée de l'ensemble des plates-formes espagnoles est de 11,4 milliards d'euros.

L'Etat entend mettre en place un nouveau modèle de gestion dans lequel il conserverait la majorité du capital (51 %), les communautés autonomes obtenant une minorité de blocage. Pour quelques-uns, comme à Madrid ou Barcelone, 10 % pourraient être ouverts aux

capitaux privés.

Suppressions de postes

Dans sa chasse aux surcoûts, le ministère de l'équipement envisage de supprimer les contrôleurs aériens dans les aéroports effectuant moins de 50 opérations par jour. Ils seraient remplacés par le système d'information et d'alerte AFIS, assuré par des techniciens moins bien rémunérés qui ne peuvent pas donner d'instructions aux pilotes, seulement leur suggérer des manoeuvres. Une douzaine de plates-formes seraient concernées, après une première expérience qui sera menée sur deux aéroports des Canaries, El Hierro et La Gomera.

Concernant la future convention collective des contrôleurs, dont le renouvellement est ajourné depuis 2005, M. Blanco a demandé l'appui de l'ensemble des groupes parlementaires pour *"prendre les mesures nécessaires"* si aucun accord n'était conclu *"au cours du premier trimestre"*.

Jean-Jacques Bozonnet

Article paru dans l'édition du 20.01.10